

[print](#)

IRAK : L'hécatombe des «faiseurs de guerre»

De [René Naba](#)

Global Research, mars 18, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/irak-lhecatombe-des-faiseurs-de-guerre/5327207>

Ce papier, paru le 28 juin 2007, devrait être réactualisé avec la démission de deux nouveaux collaborateurs de George Bush:

M. Karl Rove, ancien secrétaire général adjoint de la Maison Blanche, dont le départ effectif a été fixé au 31 Août et celui du ministre controversé de la justice Alberto Gonzales, qui quittera son poste le 17 septembre. L'homme était au centre d'une incessante polémique pour avoir limogé, sans motif valable, huit procureurs fédéraux.

Au total, «l'hécatombe des faiseurs» porte sur 26 personnalités, selon le décompte arrêté au 11 septembre 2007

Vingt quatre des principaux protagonistes occidentaux de l'intervention anglo-américaine sont déjà passés à la trappe de l'histoire.

Cinq pro-consul américains en Irak en quatre ans (Général Jay Garner, Paul Bremer, John Negroponte, Zalmay Khalil Zadeh, Ray Crocker) et trois commandants en chef, (Tommy Franks, Ricardo Sanchez et John Abizaid), record mondial absolu de rotation, sans compter les dommages collatéraux.

Tony Blair, nouvel émissaire du Quartet au Moyen-Orient, nouveau Lord Balfour du XXI me siècle ?

Le dégageant quasi-simultané de la scène internationale de deux artisans majeurs de l'invasion de l'Irak, le premier ministre britannique Tony Blair et le président de la Banque Mondiale, Paul Wolfowitz, fin juin 2007, signe symptomatiquement l'échec de l'aventure américaine en Mésopotamie

Au terme de dix ans de pouvoir (1997-2007, l'ancien jeune premier de la politique britannique quitte la scène publique affligé du quolibet accablant de « caniche anglais du président américain » et d'un jugement peu flatteur sur son action , « le plus mauvais bilan travailliste depuis Neville Chamberlain, en 1938, (responsable des accords défaitistes de Munich face à l'Allemagne hitlérienne), et Anthony Eden, (maître d'oeuvre du fiasco de Suez, l'agression anglo-franco-israélienne contre l'Egypte nassérienne), en 1956 » (1), selon l'expression du journaliste anglais Richard Gott.

Fatale à son destin, la désinvolture avec laquelle George Bush a traité Tony Blair au sommet des pays industrialisés de Saint Petersburg en pleine guerre d'Israël contre le Liban, en juillet 2006, -le « Yo Blair » asséné par Bush, la bouche pleine, mâchonnant un croissant, au premier ministre britannique venu lui demander l'autorisation d'effectuer une mission diplomatique au Moyen-Orient, une image amplifiée par les télévisions transcontinentales-, a achevé de discréditer le meilleur allié européen de l'Amérique et fait apparaître rétrospectivement l'ingratitude comme un châtement mérité à l'égard des courtisans au zèle excessif. Sa nomination comme nouvel émissaire du Quartet pour le Moyen-orient apparaît comme un lot de consolation de la part du fidèle allié américain, mais l'activisme belliciste qu'il a déployé tout au long de son mandat (Guerre du Kosovo, Guerre d'Afghanistan, Guerre d'Irak) et sa nouvelle implication dans le conflit israélo-arabe,

lui a valu de la part de l'opinion arabe le sobriquet du « nouveau Lord Balfour du XX1me siècle », par référence au rôle joué par son prédécesseur anglais dans le surgissement du problème palestinien.

En cinquante mois de guerre en Irak, de mars 2003 à juillet 2007, vingt trois (23) personnalités de premier plan ayant joué un rôle majeur dans la préparation et la conduite de l'intervention anglo-américaine, sont déjà passées à la trappe de l'histoire.

A chaque mois, sa victime expiatoire, avec une régularité de métronome. Le premier dans l'ordre des disparus est le général Jay Garner, premier gouverneur militaire américain de l'Irak, a été relevé de son poste en mai 2003 pour avoir manqué de diplomatie, suivi trois mois plus tard, en juillet 2003, par le Général Tommy Franks, le commandant en chef du CENTCOM, le commandement central de la zone intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, qui englobe les théâtres d'opération d'Afghanistan et d'Irak. L'homme, couvert de gloires pour avoir mené à bien ses deux guerres, a demandé sa mise à la retraite anticipée, dépité d'avoir échoué dans la stabilisation de l'Irak de l'après guerre.

Deux autres généraux ont payé le prix du scandale des tortures à la prison d'Abou Ghraieb, à Bagdad : le général Janis Kirkpatrick, une femme, responsable en chef des prisons, qui a supervisé les tortures et passible de ce fait de sanctions disciplinaires, ainsi que le général Ricardo Sanchez, commandant opérationnel pour l'Irak, qui a demandé sa mutation vers l'Allemagne, de crainte de servir de fusible pour les bavures américaines. Sanchez a quitté son poste en Août 2004, un mois après le départ anticipé de Paul Bremer III, le deuxième pro-consul américaine en Irak, qui a cédé sa place le 28 juin 2004 à John Negroponte. Le 3eme commandant en chef, le libano-américain John Abizaid, a cédé la Place à l'Amiral William Fattouh, début 2007, victime du rapport Baker-Hamilton, critique sur les revers militaires américains en Irak.

Le spectacle affligeant de l'évacuation de Paul Bremer a d'ailleurs gommé dans la mémoire la destitution de la statue de Saddam Hussein et renvoie aux pires images de la débandade du Vietnam. Le départ précipité du pro-consul américain, s'engouffrant à bord d'un hélicoptère moteurs allumés, rotors en action, à propulser dans l'opinion l'image d'un homme pressé de se décharger de ses responsabilités. Pour un homme réputé pour sa fermeté dans la lutte anti-terroriste, c'est l'image contraire qui a prévalu. Celle d'un homme qui bat en retraite, l'image d'un sauve qui peut, d'une Amérique encore assommée par la virulence de l'opposition populaire irakienne à sa présence.

Une image qui renvoie aux pires images de la Guerre du Vietnam, surtout à la plus célèbre d'entre elles, celle de l'hélicoptère s'élançant du toit de l'ambassade américaine avec le personnel de la mission diplomatique à bord, le jour de la chute de Saïgon, le 30 avril 1975. L'Amérique a raté sa sortie symbolique d'Irak, tout comme elle avait auparavant perdu sa guerre psychologique dans la bataille de l'opinion, tout comme elle patauge militairement dans sa guerre contre le terrorisme.

La photo du proconsul américain conversant, dans une sorte de comédie imposée, avec des affidés bedonnants et sans âme, avachis sur un fauteuil, tel premier ministre Iyad Allawi, l'agent patenté de la CIA, promu par le fait du prince, premier ministre fantoche d'un pays fantôme, va gommer dans la mémoire collective celle de la destitution de la statue de Saddam Hussein sur la Place Fardous, à Bagdad, le 8 avril 2003, jour de l'entrée des troupes américaines dans la capitale irakienne. Autant la mise en scène de la destitution de la statue présidentielle était une mystification, autant le transit du pouvoir du 28 juin a été une réalité. Cruelle. A

la mesure des déboires des Etats-Unis en Irak. Son successeur John Negroponte, l'homme de la déstabilisation du Nicaragua sandiniste et du blocus du port de Managua, tiendra lui aussi un an avant de réfugier dans le confort duoillé des Nations-Unies en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'organisation internationale.

2004 a également vu la démission de David Key, le chef du corps des inspecteurs américains, qui a voulu renoncé à ses responsabilités en signe de protestation contre les défaillances de son service dans la recherche des armes de destruction massive. Le corps des inspecteurs américains comptait 1.400 membres. Key a estimé que son service et l'ensemble de l'administration républicaine avaient failli dans sa mission. Il en a tiré les conséquences, les autres dirigeants américains ont été conduits à assumer leurs responsabilités ou servir de fusible pour masquer les défaillances de l'administration Bush ou ses mensonges.

Il en été ainsi de Georges Tenet, ancien chef de la CIA (service de renseignements américains) qui se targuait de fournir des preuves en béton, sur les armes de destruction massive (ADM) a été relevé de son poste en juin 2004, ainsi que son adjoint pour les opérations spéciales clandestines, James Javitt.

Parmi les autres protagonistes de l'invasion américaine, l'ONU paiera, la première, son lourd tribut de sang avec l'attentat aussi spectaculaire que meurtrier contre le brésilien Sergio Vieira de Mello, Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations-Unies, le 20 Août 2003, qui a ravagé le siège de l'organisation internationale dans la capitale irakienne faisant 22 morts, dont 16 fonctionnaires internationaux.

Au niveau de la coalition, deux des fleurons de la coalition, José Maria Aznar (Espagne) et Silvio Berlusconi (Italie) ont été désavoués par le corps électoral. L'Espagnol a été éliminé de la vie politique pour cause de mensonge pour avoir mis en cause l'ETA, l'organisation séparatiste basque dans les attentats de Madrid, qui avaient fait, le 14 mars 2004, 1.400 victimes, et non les islamistes, afin de détourner l'attention sur sa responsabilité dans l'implication de son pays dans la guerre d'Irak.

Partenaire privilégié de l'aventure américaine en Irak, le Royaume Uni en a lui aussi payé le prix fort : Outre l'attentat de Londres et le suicide du scientifique David Kerry, Alistair Campbell, ancien conseiller du premier ministre britannique Tony Blair, le « spin doctor » par excellence, le plus en vogue des manipulateurs de l'opinion, a été sacrifié par son mentor, en 2004, avant que le premier ministre lui-même ne cède la place à son rival travailliste Gordon Brown, en juillet 2007.

En Irak, le sort de Ahmad Chalabi illustre le statut singulier des supplétifs des forces d'occupation et mérite à ce titre réflexion. Opposant notoire au régime baasiste, partisan farouche de la guerre, protégé de l'ultra-faucon, Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la défense, premier responsable de l'autorité transitoire, Chalabi, le propagateur des thèses américaines sur la présence d'armes de destruction massive en Irak, sera sacrifié sur l'autel de la raison d'état en vue de donner satisfaction à la Jordanie, un des piliers de l'Amérique dans la zone, qui lui vouait une hostilité absolue.

L'homme-lige des Américains a été dépouillé de ses attributs de pouvoir d'une manière humiliante, avec, en prime, l'imputation de tous les revers de ses alliés anglo-américains : l'éradication du parti Baas, ossature de l'administration, le démantèlement de l'armée, la seule force réglementaire du pays en mesure de le stabiliser, ainsi que l'absence d'armes de destruction massive. Comme si un simple autochtone pouvait dicter sa conduite à la première puissance militaire du monde.

Le sort des supplétifs n'est jamais enviable. Tous ceux qui seraient tentés de jouer

la carte de la collaboration feraient bien d'y penser, notamment les Kurdes, en songeant à la douloureuse et ingrate expérience des Harkis, les collaborateurs de la France durant la guerre d'Algérie, ou encore aux miliciens de l'armée du Sud-liban, lamentablement abandonnés à leur sort par leurs protecteurs israéliens au moment du dégagement militaire israélien du Liban.

A la veille de l'intervention américaine en Irak, George Bush Jr, renouant avec les vieilles habitudes des cow-boys américains, avait édité un jeu de cartes de 52 cartes consignait les 52 dirigeants irakiens les plus recherchés par ses services. Ivre de sa victoire et fier de leur capture, Bush n'avait pas prêté attention au fait que ce jeu de cartes se jouait désormais à contresens et qu'il portait désormais sur les protagonistes américains de la guerre.

Beaucoup d'ailleurs au sein de la haute administration républicaine sont passés à la trappe : Colin Powell, premier secrétaire d'Etat afro américain, s'est désolidarisé de l'équipe néo-conservatrice, inconsolable d'avoir été piégé par l'éprouvette de farine qu'il avait brandie en guise de preuves quant à l'existence de produits nucléaires en Irak, une prestation qui demeurera, de son propre aveu, une « tâche » dans son parcours auparavant exemplaire.

Ronald Rumsfeld, un des deux architectes de cette guerre avec le vice-président Dick Cheney, a été évincé de son poste de secrétaire à la Défense après la déroute électorale républicaine de novembre 2006, de même que l'ultra-faucon John Bolton de son poste d'ambassadeur aux Nations-Unies, ainsi que Scott Libby, du cabinet du vice président, coupable de coupable d'avoir cherché à discréditer et de déstabiliser un diplomate américain John Watson, qui avait conclu à l'absence de transaction atomique entre le Niger et l'Irak, en révélant l'identité professionnelle de son épouse (un ancien de la CIA), crime fédéral par excellence. L'Affaire « Valérie Palme » du nom de l'épouse de l'ambassadeur à l'activité dévoilée, a valu à Scott Libby une condamnation à trente mois de prison, en juin dernier 2007.

Larry Franklin, un des collaborateurs des ultra-faucons, le tandem Paul Wolfowitz et Douglas Faith, respectivement N° deux et trois du ministère de la défense, soupçonné d'espionnage pour le compte du lobby juif américain et d'Israël dans la préparation de la guerre, a été sanctionné, de même que Benjamin Ginsberg, avocat républicain et membre du comité pour la réélection de George Bush, en 2004, sanctionné aussi pour avoir conseillé les auteurs d'un spot publicitaire anti-John Kerry, le rival démocrate de Bush, mettant en doute sa bravoure durant la guerre du Vietnam (1960-1975).

Fin juin 2007, coup sur coup, outre Tony Blair, le premier ministre britannique, Paul Wolfowitz, gouverneur de la Banque Mondiale, a été contraint de dégager son poste contraint à la démission pour népotisme. La photo de l'un des grands acteurs internationaux les mieux rémunérés de la planète visitant une mosquée de Turquie, les chaussettes trouées, a accentué le discrédit occidental dans le tiers monde. Victime du syndorme irakien, le chef d'état major inter-armes américain, le Général Peter Pace, un homme proche de Donald Rumsfeld et qui a participé activement aux guerres d'Afghanistan et d'Irak, cessera ses fonctions en septembre, « par crainte d'une nouvelle controverse sur l'Irak », à la reprise des travaux du congrès américain pour la dernière année du mandat du président.

Auparavant, l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri a été assassiné à Beyrouth, le 14 février 2004, victime d'un dommage subséquent résultant du retournement proaméricain de son ami le Président français Jacques Chirac, le principal opposant occidental à l'invasion de l'Irak, alors que l'un des principaux alliés régionaux de l'Amérique, le premier ministre israélien Ariel Sharon, le maître d'œuvre de la colonisation rampante de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est,

l'homme des assassinats extrajudiciaires contre les dirigeants islamistes Cheikh Ahmad Yassine et Abdel Aziz Rantissi et de la mise en séquestration du président démocratiquement élu de la Palestine Yasser Arafat, sombrait dans le coma, en janvier 2004, illustration symbolique de l'échec d'une politique de force.

Dans le camp adverse, la famille de Saddam Hussein a été littéralement décapitée, lui-même et son frère Barzane, pendus dans des conditions hideuses, alors que ses deux fils Ouddai et Qossaï et son petit fils, Moustapha, étaient auparavant tués lors d'un raid dans le nord de l'Irak, en 2003. Dans cette rubrique figure aussi l'élimination, en juin 2006, d'Abou Moushab Al-Zarkaoui, chef opérationnel d'Al-Qaïda en Irak, une organisation inexistante dans ce pays du temps du régime baasiste. Maigre bilan.

Certes la zone est durablement destabilisée par les conflits inter-ethniques entre Kurdes et Arabes, Chiïtes et Sunnites, et leur exacerbation par leur prolongement régional, l'implantation américaine à l'épicentre du monde arabe, Bagdad, l'ancienne capitale des Abbassides a accentué la dépendance arabe à l'égard de l'Amérique, mais les déboires quasi-quotidiens de l'hyperpuissance planétaire ont considérablement sa crédibilité et sa capacité dissuasive au point que se pose la question de la pérennité de son leadership mondial à moyen terme.

Sur fonds de scandales récurrents du pillage du musée de Bagdad, des tortures de la prison d'Abou Ghraïb, des mensonges sur les armes de destruction massive, de l'espionnage du siège de l'Onu à New York, Tony Blair a supprimé du lexique politique le terme de « guerre contre le terrorisme », tandis que les néo-conservateurs renonçaient, dans l'ordre symbolique, à imposer le nouveau drapeau irakien aux couleurs israélo-kurdes (bleu et jaune) et jeter aux oubliettes la démocratisation de la zone au sein d'un « grand Moyen Orient » (GMO), rétablissant sous la pression populaire, suprême infamie, le drapeau saddamien, reprenant même langue avec les anciens baasistes pour faire pièce aux chiïtes les vainqueurs par défaut de cette guerre.

En guise d'épilogue provisoire à ce cataclysme figurent deux vedettes de la communauté médiatique, témoin sinon complice du moins passive de ce déchaînement de mensonges et de violences : Judith Miller, célèbre journaliste du New York Times, qui passe pour avoir joué un rôle actif dans la désinformation sur la présence d'armes de destruction massive en Irak, ainsi que Jean Marie Colombani, victime tout à la fois de sa trop grande proximité avec le conseiller des princes de la finance, Alain Minc, et des dérives de la financiarisation extrême de la vie publique, dont l'ancien patron désavoué le 22 mai 2007 du journal « Le Monde », en fut le chantre dans l'une des plus célèbres fanfaronnades de la première décennie du XXI^{ème} siècle « Nous sommes tous américains ».

Fin 2007, l'Irak aura coûté aux Etats-Unis 500 milliards de dollars (378 milliards d'euros) et le montant total pourrait atteindre voire dépasser les 1.000 milliards (600 milliards d'euros). Ni la Corée ni le Vietnam n'avaient coûté autant, alors que la guerre du Vietnam (1960-1975) avait duré quinze ans et que le corps expéditionnaire américain s'élevait à cinq cent mille soldats (2). Si la guerre d'Irak devait se prolonger, ce qui est probable, elle aura coûté davantage que la Seconde Guerre mondiale (1940-1945), la plus chère à ce jour (2.000 milliards de dollars en dollars constants/1.500 milliards d'euros).

Le corps expéditionnaire américain en Irak s'élevait, en juin 2007, à 150.000 soldats, secondés par 100.000 mercenaires, une flotte de onze bâtiments dont deux porte-avions et neuf bâtiments d'escorte, 16.000 marins, 140 avions de combats, ainsi que des contingents anglais, australiens etc.) et une ambassade transformée en bunker dans l'enceinte de l'ancien palais présidentiel irakien la «

Zone Verte ». Au 10 juin, 3.500 soldats américains avaient été tués dans des attentats en Irak, soit en moyenne 2,5 soldats par jour depuis cinquante mois.

L'enrôlement massif de mercenaires, l'appât du gain, l'ivresse de l'aventure militaire hors norme, les sanctions économiques infligées à la Syrie pour la contraindre à freiner les infiltrations des Djihadistes, les pressions sur l'Iran, suffiront-ils pour assurer la victoire d'un pays à la dérive de ses principes moraux ? D'une armée perçue comme occupante même par l'un des meilleurs alliés des Etats-Unis dans le monde arabe, le Roi Abdallah d'Arabie saoudite ?

La décapitation massive au sein du leadership occidental intervient à la veille d'un mois plus que tout chargé de symbole pour l'Irak, le mois de juillet, mois de toutes les commémorations, un des temps forts du rituel baasiste irakien pendant 36 ans, qui commémore, à la fois coup sur l'anniversaire de l'abolition de la monarchie (14 juillet-1958), l'arrivée au pouvoir à la faveur d'un contre-coup d'état du parti Baas (17 juillet 1968), ainsi que, depuis 2004, l'anniversaire du transfert du pouvoir américain à l'Irak post-saddam.

Au vu de cette hécatombe et de ce tragique bilan stratégique, ce qui devrait hanter l'Amérique désormais en Irak, ce n'est pas tant le spectre du Vietnam mais plutôt un sort identique à l'empire d'Alexandre le Grand, dont la Mésopotamie en fut le fossoyeur.

René Naba

Notes

1-« Départ sans gloire pour M. Anthony Blair », par Richard Gott, cf « Le Monde diplomatique » juin 2007

2-The Price of Liberty : Paying for America's Wars » (« Le Prix de la liberté : le coût des guerres de l'Amérique ») par Robert Hormats, haut responsable de la banque d'affaires Goldman Sachs.

Copyright © 2013 Global Research